

PROTOCOLE N<sup>o</sup> 6.

SÉANCE DU 15 JUIN 1886.

La Conférence s'est réunie à 2 heures de l'après-midi, sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents:

Pour le Japon:

Le Comte Inouyé et M. Aoki;

Pour la France:

M. Sienkiewicz;

Pour l'Autriche-Hongrie:

Le Comte Charles Zaluski;

Pour la Grande-Bretagne:

Sir Francis R. Plunkett;

Pour l'Italie:

M. de Martino;

Pour la Belgique:

M. Neyt;

Pour les États-Unis d'Amérique:

M. Hubbard;

Pour l'Allemagne:

M. von Holleben et M. Zappe;

Pour les Pays-Bas, pour la Suède et la Norvège, et pour le Danemark:

M. van der Pot;

Pour l'Espagne:

M. Delavat;

Pour le Portugal:

M. Loureiro;

Pour la Russie:

M. de Speyer;

Pour la Confédération suisse:

M. von Holleben et M. Wolff.

Le Président propose qu'il soit procédé à la signature du protocole de la dernière séance et demande si auparavant les Délégués ont quelques observations à faire.

Aucun Délégué n'ayant d'observations à formuler, il est procédé à la signature du protocole N<sup>o</sup> 5.

Sir Francis Plunkett donne lecture, en anglais, d'une déclaration ayant pour objet de présenter à la Conférence un projet préparé par M. von Holleben et par lui-même, en vue du règlement de la partie juridictionnelle de la révision des traités. Le Délégué de la Grande-

PROTOCOL N<sup>o</sup> 6.

MEETING OF THE 15<sup>TH</sup> JUNE, 1886.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon, under the presidency of Count Inouye.

There were present:

For Japan:

Count Inouye and Mr. Aoki;

For France:

Mr. Sienkiewicz;

For Austria-Hungary:

Count Charles Zaluski;

For Great Britain:

Sir Francis R. Plunkett;

For Italy:

Mr. de Martino;

For Belgium:

Mr. Neyt;

For the United States of America:

Mr. Hubbard;

For Germany:

Mr. von Holleben and Mr. Zappe;

For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark:

Mr. van der Pot;

For Spain:

Mr. Delavat;

For Portugal:

Mr. Loureiro;

For Russia:

Mr. de Speyer;

For the Swiss Confederation:

Mr. von Holleben and Mr. Wolff.

The President proposed that the Protocol of the previous meeting should be signed, and enquired whether, before doing so, any Delegate had any remarks to offer.

No Delegate having any remarks to offer on this subject, Protocol No. 5 was accordingly signed.

Sir Francis Plunkett read a declaration, in English, introducing to the Conférence a joint scheme for the settlement of the jurisdictional portion of treaty revision which had been elaborated by Mr. von Holleben and himself. The Delegate of Great Britain also read, in

Bretagne donne en outre lecture, dans la même langue, d'un projet de Convention que les deux Délégués proposent de substituer à la partie du projet actuel de Convention émanant du Gouvernement japonais qui se réfère à la juridiction.

M. von Holleben, ensuite, donne lecture, en français, de la même déclaration et du même projet de convention.

(Le texte du projet de Convention figure en annexe au présent protocole; le texte de la déclaration suit.)

" Nous soussignés, Représentants de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, demandons la permission de soumettre à la Conférence la proposition suivante.

" Nous ne doutons pas que les Plénipotentiaires du Gouvernement japonais, aussi bien que la majorité de nos collègues ici assemblés, ne soient d'accord avec nous pour reconnaître que les projets jusqu'ici proposés pour la révision des traités n'offrent ni les uns ni les autres les éléments d'une solution durable, et qu'à moins qu'on ne leur fasse subir d'importantes modifications, ils ne présentent pas l'apparence d'être pratiquement réalisables, ne fût-ce même que comme *modus vivendi* provisoires.

" Loin de nous, cependant, la pensée de vouloir en faire un grief au Gouvernement japonais: nous reconnaissons volontiers, au contraire, que ce Gouvernement a fait preuve d'autant de diligence que d'habileté dans ses efforts pour arriver à une transaction de nature à concilier des opinions qui, sur bien des points, se trouvent nécessairement en opposition.

" Si nous ne les envisageons qu'à ce seul point de vue, nous devons rendre justice aux mérites de ces divers projets.

" Les uns et autres ont eu pour objet moins de résoudre la véritable difficulté que d'établir un système provisoire en vue d'une période de transition à franchir.

" Une étude attentive de la question, sous ses aspects multiples et complexes, nous a amenés à penser qu'un système tel que celui que nous discutons actuellement, s'il était adopté, aboutirait presque inévitablement, dans la pratique, à des froissements et à de graves conflits d'attributions.

" Si, malgré cette conviction, nous avons poursuivi l'examen des propositions soumises à la Conférence, c'est seulement parce que jusqu'ici nous étions partis de cette idée que le

English, the draft of the Convention which it was proposed to substitute for that portion of the present Japanese Draft Convention which related to jurisdiction.

Mr. von Holleben then read, in French, the same declaration and Draft Convention.

The Draft Convention thus read appears as an annex to this Protocol; the declaration was as follows:—

" We, the undersigned Representatives of Great Britain and Germany, beg leave to submit to the Conference the following proposals.

" We believe that both the Plenipotentiaries of the Japanese Government, and most of our Colleagues here assembled, will concur with us in the view that the drafts so far submitted for the revision of the treaties do not offer the elements of a permanent solution, nor do they afford, unless very much altered, a prospect of being practically feasible, even as a temporary *modus vivendi*.

" We are, however, far from wishing to make this fact a matter of reproach to the Japanese Government; on the contrary, we willingly admit that they have endeavoured, with equal diligence and ability, to bring about a compromise of opinions which in many details are naturally conflicting.

" If we were to consider these drafts from this point of view alone, they merit our full appreciation.

" These drafts were proposed with the object, not of solving the real difficulty, but of bridging over only a period of transition.

" Careful consideration of the whole question in all its many complicated bearings, makes us believe that if such a system as that under discussion were adopted, it would in practice lead almost necessarily to misunderstanding and serious conflict of authority.

" If, notwithstanding this view, we continued the study of the proposals laid before the Conference, it was because we have so far been starting from the basis that the new

" nouveau traité avait pour objet unique d'établir un état transitoire dont l'acceptation à titre d'expérience, ne pouvait entraîner aucun danger sérieux.

" Nous croyons ne pas nous tromper en avançant que chacun d'entre nous a en vue un but final d'une tout autre importance, à savoir la réalisation de l'ouverture complète de l'Empire japonais aux étrangers, et, par voie de conséquence, l'admission du Japon, sur un pied d'entière égalité, dans la grande famille des nations.

" C'est seulement quand nous aurons arrêté un plan satisfaisant et devant conduire à un si noble but, que nous serons en droit de considérer notre tâche comme réellement et définitivement accomplie.

" Ce but, le Gouvernement japonais a déjà, lors de la Conférence de 1882, essayé de l'atteindre à l'aide d'un projet qui comportait une réforme étendue du système judiciaire japonais avec l'adjonction de juges étrangers. Cette proposition n'a pas alors rencontré l'approbation générale; le moment n'était pas venu encore pour l'acceptation d'une mesure aussi large. Mais nous considérons qu'un projet qui était peut-être prématuré il y a quatre ans, nous fournit aujourd'hui, avec quelques retouches, une solution favorable de la question.

" Nous avons lieu de croire que, depuis le commencement de la Conférence actuelle, plusieurs d'entre nos collègues se sont souvenus du projet de 1882, le jugeant préférable à celui qu'on nous propose maintenant. Notre collègue d'Italie, nous aimons à le constater, a toujours préconisé la solution que nous soumettons aujourd'hui à l'appréciation de la Conférence.

" Le Représentant d'une autre grande Puissance européenne a également, au début des négociations actuelles, exprimé l'avis qu'il pourrait être plus sage pour le présent de conclure une convention commerciale seule, en évitant de créer un état de transition pour la juridiction, et qu'il valait mieux régler définitivement la question par un arrangement qui entrerait en vigueur à une date ultérieure déterminée.

" Des doutes peuvent surgir, il est vrai, quant à l'époque à partir de laquelle une réforme telle que celle que nous proposons devra être

" treaty is meant only to establish a state of transition, the acceptance of which as an experiment could not entail any serious danger.

" We believe that we are correct in assuming that each of us has in view an ultimate object of much greater importance, namely to bring about the complete opening of the Japanese Empire to foreigners, and, in connection therewith, to admit Japan as a fully recognized member of the great family of nations.

" It is only upon the achievement of a satisfactory plan, leading to this noble end, that we shall be justified in considering that the task has been actually and permanently accomplished.

" Already in the Conference of 1882, Japan endeavoured to attain this end by means of a scheme for an extensive reform of the Japanese judicial system, with the addition of some foreign judges. This proposal did not then meet with general approbation; the time had not yet come for the adoption of so comprehensive a measure; but we consider that what may have been premature four years ago, now affords, with some modifications, a favorable solution of the present question.

" We believe that from the beginning of the present Conference several of our Colleagues have looked back to this scheme of 1882 as better than the one now proposed, and we record with pleasure that our Italian Colleague has always recommended the solution which we submit to the Conference to day.

" The Representative of another of the great Powers of Europe has also, in the first stages of the present negotiations, expressed the view that it might be wiser, for the present, to conclude a Commercial Convention only, and not to create a state of transition in regard to jurisdiction, but rather to adopt a definite settlement of the whole question which would come into force at some future fixed date.

" A doubt may naturally exist as to the term from which such a reform as we suggest should come into operation, but we have no hesitation

“appliquée; mais nous n'hésitions pas à déclarer  
“qu'à cet égard la situation présente du Japon  
“nous inspire la plus grande confiance.

“Les progrès rapides et intelligents accomplis  
“par le Japon, le soin avec lequel ses affaires  
“politiques sont dirigées par un Cabinet fami-  
“liarisé avec les idées occidentales et pénétré de  
“ces idées, nous semblent offrir une garantie  
“suffisante que nous pouvons tenter aujourd'hui  
“sans danger et avec succès de mettre à exécu-  
“tion la réforme proposée en 1882.

“On nous objectera peut-être que les progrès  
“accomplis dans la législation pendant ces deux  
“dernières années ont été relativement plus lents;  
“mais ceci tient sans doute à ce que le Japon  
“lui-même, en présence de l'opinion manifeste  
“des étrangers, commençait à douter de la possi-  
“bilité d'une prompte réalisation de la réforme  
“souhaitée dans la juridiction. Ce fait expli-  
“que en grande partie l'insuffisance du projet  
“qui nous est présenté actuellement par le Gou-  
“vernement japonais.

“Appréciant la difficulté que le Gouverne-  
“ment japonais pourrait éprouver à retirer ses  
“propositions actuelles et à revenir à un projet  
“repoussé il y a quatre ans, nous soussignés  
“prenons sur nous de faire la proposition que  
“nous venons soumettre à la Conférence.

“Nous croyons que les bonnes dispositions  
“générales qui existent en ce moment sont de  
“nature à favoriser l'introduction d'un projet  
“ayant en vue la réforme de la juridiction dans  
“un délai relativement court, et nous pensons  
“qu'il sera possible d'éviter de la sorte la création  
“d'une période transitoire comme celle que le  
“projet actuellement soumis à la Conférence  
“propose d'établir. C'est pourquoi nous n'hési-  
“tons pas à recommander l'adoption de cette  
“solution comme étant celle qui nous paraît  
“devoir être la plus satisfaisante et la plus  
“avantageuse pour toutes les parties intéressées.

“Nous soussignés avons donc l'honneur de  
“déposer devant la Conférence le projet de Con-  
“vention ci-joint et de recommander ce projet à  
“l'examen bienveillant de tous les Délégués ici  
“assemblés. Ce document, sous sa forme actuel-  
“le, n'est encore qu'une ébauche qui ne con-  
“tient que les grandes lignes de la Convention  
“projetée, et nous comptons sur des discussions  
“amicales avec nos collègues pour arriver à lui  
“donner la forme définitive qu'il doit avoir.

“in recording our opinion that in this respect  
“the present condition of Japan inspires us with  
“full confidence.

“The intelligent and rapid progress which  
“Japan has made, the careful manner in which  
“her political affairs are managed by a Cabinet  
“fully conversant and imbued with Western  
“ideas, seem to us sufficient guarantee that we  
“can now safely and successfully attempt to  
“carry out the work proposed in 1882.

“Some may perhaps object that the progress  
“in legislation has been proportionately less  
“rapid during the past two years; this we  
“believe to be due to the circumstance that  
“Japan herself, in view of the expressed opin-  
“ions of foreigners, began to doubt of the possi-  
“bility of any prompt realization of the desired  
“reform in jurisdiction. This explains, to a  
“great extent, the insufficient nature of the  
“scheme at present placed before us by the  
“Japanese Government.

“Appreciating the difficulty which the Ja-  
“panese Government might have in withdraw-  
“ing their present proposals and reverting to a  
“scheme rejected four years ago, we, the un-  
“dersigned, assume the responsibility of making  
“the proposal which we now lay on the table  
“of the Conference.

“We believe that the general goodwill now  
“existing favours the introduction of a scheme  
“for the reform of jurisdiction within a com-  
“paratively short time, and we believe that it  
“will be possible to avoid thereby the necessity  
“of any transition period such as is proposed in  
“the Draft now before the Conference. We  
“therefore heartily endorse this solution as the  
“one most likely to favour the interests of all  
“parties concerned.

“We, the undersigned, have now the honor  
“to submit herewith the annexed Draft of Con-  
“vention and recommend it to the kind con-  
“sideration of all the Delegates here assembled.  
“The document is as yet only a rough draft  
“embodying the general outline of the Conven-  
“tion, and we look to friendly discussion with  
“our Colleagues to give it the definite shape in  
“which it will finally be cast.

“Ce projet est basé sur les propositions japo-  
“naises de 1882; mais en nombre de points nous  
“avons tenu compte des observations qui furent  
“formulées à l'époque où ce même projet fut  
“mis en avant pour la première fois, et nous  
“avons également porté notre attention sur  
“certains autres points dont un examen plus  
“attentif nous a conduits à reconnaître l'impor-  
“tance pratique.

“Dans notre pensée, il doit y avoir deux  
“conventions: l'une commerciale, l'autre con-  
“cernant la juridiction;—ces deux conventions  
“devant être signées simultanément et subor-  
“données l'une à l'autre, et la clause de la na-  
“tion la plus favorisée, ainsi que la clause de  
“dénonciation, devant s'appliquer également à  
“toutes deux.

“En terminant, qu'il nous soit permis d'ex-  
“primer l'espoir que nos collègues voudront  
“bien accueillir favorablement notre proposi-  
“tion et que nous aboutirons ainsi à un résultat  
“digne des grandes nations intéressées à l'œuvre  
“de la révision des traités.”

Le Délégué d'Allemagne, après avoir achevé  
cette lecture, ajoute les observations suivantes:

“Je prendrai la liberté d'ajouter encore un  
“mot.

“Ainsi que la Conférence a pu le constater,  
“j'ai recommandé, moi aussi, l'adoption de la  
“langue anglaise comme langue officielle des  
“tribunaux ne qu'il est question d'organiser, ce  
“qui n'empêchera pas, cela va sans dire, que ces  
“tribunaux soient pourvus d'interprètes con-  
“naissant les autres langues.

“Je me permettrai de faire observer qu'en  
“préconisant cette mesure, je ne fais que me  
“conformer à des ordres spéciaux de mon  
“Gouvernement que j'ai reçus, il y a peu de  
“jours, par le télégraphe. Mon Gouvernement  
“est d'avis que, dans des questions de cette  
“nature, il faut se placer avant tout au point  
“de vue pratique. Or, il est évident qu'il ne  
“manquerait pas de surgir une foule de diffi-  
“cultés et de complications si l'on voulait  
“admettre plusieurs langues comme langues  
“obligatoires de ces tribunaux. De plus, il  
“est reconnu que l'anglais est la langue que  
“parlent près des trois quarts des étrangers  
“résidant au Japon et que cette langue est  
“également la plus répandue parmi les Japonais  
“eux-mêmes.

“It is based on the Japanese proposal of  
“1882, but on many points note has been taken  
“of the observations made at the time the  
“scheme was first brought forward, and atten-  
“tion has been paid to other matters which  
“subsequent consideration has shown to be of  
“practical importance.

“Our idea is that there should be two Con-  
“ventions; one on commercial, and one on  
“jurisdiction matters, both these Conventions  
“to be signed at the same time, and to be  
“dependent one on the other, the most favour-  
“ed nation clause and the termination clause  
“to be equally applicable to both.

“In conclusion, we venture to express the  
“hope that our Colleagues will kindly give  
“favorable consideration to our proposal, and  
“that the result may be a conclusion not un-  
“worthy of the great nations concerned in the  
“work of treaty revision.”

The Delegate of Germany having completed  
the reading of these documents, made the fol-  
lowing additional observations:—

“I take the liberty to add a few words.

“As the Conference is now aware, I have also  
“recommended the adoption of the English  
“language as the official language of the Courts  
“in question, although this will not of course  
“obviate the necessity of the Courts being  
“provided with interpreters knowing other  
“languages.

“I beg leave to observe that in advising this  
“step, I simply comply with special instructions  
“which I received a few days ago from my  
“Government by telegraph. My Government  
“is of opinion that questions of this nature  
“must, before everything, be regarded from a  
“practical point of view. Now it is evident  
“that numberless difficulties and complications  
“would not fail to arise if several languages  
“were to be admitted as necessary languages of  
“these Courts. Moreover it is a recognized  
“fact that English is the language spoken by  
“three fourths of the Foreigners who reside in  
“Japan and that it is also the language in most  
“general use amongst Japanese themselves.

"Pour ces motifs, il a paru convenable au Gouvernement allemand d'adopter l'anglais dans le cas présent, de même que le français a été adopté autrefois pour les tribunaux mixtes en Egypte."

M. Aoki prononce le discours suivant en réponse à ceux des Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne :

"Je parle à la fois au nom du Président et au mien propre.

"Nous avons entendu avec une vive satisfaction l'intéressante déclaration des Représentants de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. En réponse à leur proposition collective, nous n'hésitons pas à déclarer que nous acceptons entièrement, en principe, cette proposition au nom du Gouvernement japonais, en nous réservant d'en examiner de plus près les détails à la prochaine séance de la Conférence.

"Nous remercions ces deux honorables Représentants des sentiments qu'ils ont exprimés à l'égard de notre pays. L'attitude qu'ils ont prise est digne de la haute situation qu'occupent les Souverains de leurs pays respectifs dans le conseil des nations.

"Nous espérons sincèrement que leurs vues recevront également l'approbation des autres Puissances amies du Japon qui sont représentées ici.

"C'est pour notre pays une satisfaction profonde que de voir que la politique et le but poursuivis par le Gouvernement impérial sont enfin à la veille de produire des résultats pratiques, qui, nous en avons l'espoir, marqueront l'avènement d'une ère nouvelle, également favorable pour tous, dans nos relations internationales."

Le Comte Zaluski exprime son opinion en ces termes :

"J'ai suivi avec un vif intérêt la communication qui vient de nous faire les Délégués d'Angleterre et d'Allemagne, et je la considère comme d'un heureux augure pour le succès final de la Conférence. Si, dans son cours, elle nous a ménagé maintes surprises, celle-ci m'a été personnellement de beaucoup la plus agréable.

"Pendant que nos travaux en matière commerciale, confiés aux mains habiles de notre Commission, promettent d'être menés à bonne fin, le projet collectif de nos collègues d'Angleterre et d'Allemagne semble assurer

"For these reasons it has appeared desirable to the German Government that English should be adopted in the present case, just as French was formerly adopted for the Mixed Courts in Egypt."

Mr. Aoki made the following speech in reply to those of the Delegates of Great Britain and Germany :

"I speak in the name both of the President and myself.

"We have listened with great satisfaction to the interesting declaration of the British and German Representatives. In reply to their joint proposal, we have no hesitation in declaring that we on behalf of the Japanese Government fully accept this proposal in principle, reserving to ourselves a closer consideration of the details at the next meeting of the Conference.

"We thank both these Honorable Representatives for the sentiments expressed in regard to our country. The attitude which they have assumed is worthy of the high position held by the Rulers of their respective nations in the councils of the world.

"We hope sincerely that their views will also receive approbation and acceptance of the other friendly Powers represented here.

"To our country it is profoundly gratifying to learn that the policy and aims, which, the Imperial Government has been pursuing are at last about to produce practical results which, we hope, will be the beginning of a new era in our international relations, alike profitable to all."

Count Zaluski expressed his opinion in the following terms :

"I have heard with unmixed pleasure the interesting communication made to us by the Delegates for Great Britain and Germany, and hail it as a happy omen of the ultimate success of the Conference. Although, in its course, several surprises have developed themselves, this has been to me by far the most agreeable.

"While the commercial arrangements intrusted to the direction of our Committee are in a fair way of settlement, the joint proposition of our British and German Colleagues seems to guarantee in advance an easy and satisfactory

"d'avance la solution facile et complète de la seconde partie de notre tâche, le problème si complexe de juridiction, en réglant les questions de cette nature à des conditions qui, autant que j'en puis juger de prime abord, ont toute chance de contenter également les deux parties.

"En effet, elles accordent, d'une part, au Gouvernement japonais la satisfaction nationale d'ouvrir le pays sous le régime d'une nouvelle législation intérieure; d'autre part, elles entourent l'étranger décidé à se soumettre aux lois et aux tribunaux du Japon, de garanties suffisantes à l'égard d'une administration impartiale et équitable de la justice.

"L'adjonction à ces tribunaux japonais d'un certain nombre de juges de nationalité étrangère, a déjà fait l'objet d'une ancienne proposition du Gouvernement impérial. Elle ne rencontrera donc point de difficultés de ce côté et aura de plus l'avantage de contribuer efficacement à former une habile magistrature indigène de la nouvelle école.

"Vu l'état avancé des travaux préparatoires de législation, le terme de dix-huit mois fixé pour leur achèvement, ne paraît point trop court.

"Bref, sans entrer dans un plus minutieux examen des articles de ce projet de Convention judiciaire, et tout en me réservant la liberté de présenter, dans le cours de leur discussion, les remarques qu'ils pourraient me suggérer, je suis heureux de me déclarer prêt à accepter le projet dans son ensemble, et je souhaite sincèrement que tel soit aussi le point de vue des Délégués de toutes les Puissances ici représentées.

"Permettez-moi encore, Messieurs, de vous faire observer incidemment que, dans le cas où le projet en question viendrait à être approuvé et la durée des Conventions y relatives fixée à quinze ou dix-sept ans, il serait désirable, pour des raisons d'opportunité, de conclure les traités de commerce pour le même nombre d'années."

M. de Martino prononce ensuite le discours suivant.

"Je remercie mes honorables amis et collègues du passage qui me concerne dans le mémorandum dont ils viennent de donner lecture. J'ai, en effet, dès mon arrivée au Japon, soutenu

"solution of the second portion of our task, the complicated problem of jurisdiction, by regulating questions of this nature under conditions which, so far as I can judge at the moment, are likely to prove acceptable to both parties.

"They give, in fact, on the one hand, to the Japanese Government the national satisfaction of throwing the country open under a new system of internal legislation; while, on the other hand, they provide the foreigner who elects to submit to Japanese laws and tribunals with sufficient guarantees for an impartial and equitable administration of justice.

"The appointment of a certain number of foreign judges to Japanese courts has already been the object of a former proposal of the Imperial Government; it will, therefore, meet with no difficulty on their side, and will have the advantage, moreover, of contributing, in no small degree, to the formation of an able Japanese judiciary of the modern school.

"Considering the advanced state of progress which the preparatory work of legislation has attained in Japan, the period of eighteen months named for its completion does not seem too brief.

"Thus, without examining more closely the separate articles of this Draft Jurisdictional Convention, and while reserving to myself liberty to make later on such remarks as may be suggested to me in the course of their discussion, I am happy to declare my readiness to accept the scheme in its general outline, and venture to express the sincere wish that such may be also the views of the Delegates of all the Powers here represented.

"I beg to add, incidentally, that should this jurisdictional project meet with an unanimous approval, and the limit of the respective Conventions relating to that project be fixed at fifteen or seventeen years, the commercial treaties should, I think, for reasons of convenience, be concluded for the same number of years."

Mr. de Martino then made the following speech:—

"I thank my honorable friends and colleagues for the passage in the memorandum just read by them which concerns myself. I have ever since my arrival in Japan main-



M. Sienkiewicz présente les observations suivantes.

“Le Gouvernement japonais, dit-il, nous a communiqué, il y a six semaines environ, un projet de réforme judiciaire. Il l'abandonne aujourd'hui et adopte comme sien un autre projet que viennent de proposer à l'instant M.M. les Délégués d'Angleterre et d'Allemagne.”

“La situation créée par le Mémoire japonais de 1884 se trouve ainsi entièrement changée. Il nous faut donc un peu de temps pour nous reconnaître et nous rendre compte du projet nouveau dont le Gouvernement japonais voudra bien, je l'espère, nous adresser le texte aussi tôt que possible.”

“Je propose, en conséquence, que la Conférence s'ajourne à quinze jours.”

M. Hubbard déclare qu'il est heureux de voir ces propositions soumises à la Conférence, car, tout en ne rentrant peut-être pas strictement dans l'ordre de discussion, elles paraissent contenir les éléments d'une solution satisfaisante des importantes questions de juridiction que la Conférence a à examiner. Il est d'accord avec le Délégué de France pour penser qu'un certain temps sera nécessaire pour étudier ces propositions et il doit par conséquent s'abstenir pour l'instant de toute appréciation développée à leur égard, sauf pour dire que la proposition actuelle, dans son ensemble, lui paraît incontestablement préférable à celle qui a été officiellement présentée à la Conférence, et qu'il espère qu'aujourd'hui, en 1886, elle aura un sort plus heureux qu'en 1882, lorsqu'elle fut soumise, en substance, aux Puissances signataires. Il n'hésite donc pas, ayant attentivement lu et étudié, comme il l'a fait, le projet de 1882, à féliciter le Comte Inouyé de l'accueil fait par lui à une proposition dont lui-même avait été le premier auteur et s'était fait l'avocat il y a quatre ans, et qui revient aujourd'hui, analogue quant au fond, présentée par les honorables Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne.

M. Hubbard ne se propose pas, pour l'instant, de parler des mérites du projet, mais il se réserve pour une séance ultérieure le privilège de le faire. Il sera de son devoir, vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis de son pays, de mettre alors en pleine et durable lumière la politique libérale invariablement suivie jusqu'ici par les Etats-Unis dans la question de la juri-

Mr. Sienkiewicz presented the following observations:—

“The Japanese Government communicated to us about six weeks ago a proposal for jurisdictional revision. They have abandoned it to-day, and have adopted as their own another proposal, which has just been submitted to us by the Delegates of Great Britain and Germany.”

“The situation created by the Japanese Memorandum of 1884 is thus entirely changed. We require, therefore, a little time to understand where we are, and to make ourselves acquainted with the new proposal, the text of which I trust the Japanese Government will communicate to us as soon as possible.”

“I propose, therefore, that the Conference should adjourn for 15 days.”

Mr. Hubbard observed that he was glad that these proposals had been laid before the Conference, because, though perhaps not strictly in the order of discussion, they appeared to offer a satisfactory solution of the important jurisdictional questions which had to be considered. He agreed with the Delegate of France that some time would be required for the study of these proposals, and he must therefore for the present reserve any elaborate expression of opinion in regard to them, except to say that the present proposition, as a whole, seemed to be decidedly preferable to the one which had been formally presented to the Conference, and that on its submission to the Treaty Powers on this day, in 1886, he hoped that a better fate awaited it than when it was presented (in substance) in 1882. He did not hesitate, therefore, from careful reading and study of the project of 1882, to congratulate Count Inouyé on welcoming to these Councils a proposition of which he was the author and advocate four years ago, and now submitted in substance by the Delegates of Great Britain and Germany.

Mr. Hubbard did not propose to speak on the present occasion of the merits of this scheme, but would reserve that privilege until a subsequent session, when it would be due alike to himself and to his country to place on enduring record the advanced position which the United States had always maintained on the question of jurisdiction, as

expressed by his predecessors, and still maintained by his Government, which had always been among the most liberal and outspoken advocates of the national autonomy of Japan.

La constitution spéciale des nouveaux tribunaux donnera évidemment naissance à certaines difficultés, mais ces difficultés, l'orateur en a la ferme conviction, seront résolues d'une manière équitable. Il a exprimé cet espoir à son honorable collègue d'Angleterre lorsque celui-ci lui a fait l'honneur de lui demander son avis sur le projet, qui a été de sa part l'objet d'un examen complet avant qu'il ne fût soumis à la Conférence.

Le Délégué du Etats-Unis ne doute pas que son Gouvernement ne l'approuve d'exprimer ici la satisfaction qu'il éprouve en présence de l'intervention amicale et opportune de deux des grandes Puissances en cette question. Son Gouvernement entend qu'il adopte et soutienne tout projet équitable, en rapport avec le haut degré de développement qu'a atteint le Japon, de nature à promettre des résultats harmonieux et favorables, et qui, comme celui que l'on vient de substituer au projet primitif, puisse être considéré comme une proposition originale émanant du Gouvernement japonais. Aussi est-il heureux que les Délégués du Japon à la Conférence aient formellement accepté les propositions faites par les Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne.

Il termine en s'associant de nouveau aux réserves faites par son honorable collègue le Délégué de France.

M. Neyt dit qu'il a entendu avec la plus vive satisfaction la communication que viennent de faire à la Conférence M.M. les Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne. Le système qu'ils proposent lui a toujours paru devoir être le seul pouvant amener une solution logique du problème si compliqué du changement de juridiction. Il a formulé cette opinion à différentes reprises, dès le début des pourparlers, au mois de juin de l'année dernière; plusieurs des membres de la Conférence pourraient en témoigner. Mais il fait remarquer qu'en s'exprimant ainsi, il ne fait qu'émettre des vues purement personnelles. Ses instructions étant basées sur le Mémoire de 1884, force lui est de réserver son acceptation formelle jusqu'à ce qu'il en ait référé à son Gouvernement et qu'il ait

expressed by his predecessors, and still maintained by his Government, which had always been among the most liberal and outspoken advocates of the national autonomy of Japan.

Questions would arise of course in regard to the special constitution of the new Courts; but these, Mr. Hubbard confidently trusted and expected, would receive an equitable solution. He had expressed this hope to his British Colleague when the latter did him the honour to ask his opinion of this project, which was fully examined by Mr. Hubbard before its presentation to the Conference.

His Government, Mr. Hubbard knew, would approve his action in thus expressing gratification on account of the friendly and timely action of two of the Great Powers in thus taking the initiative in this matter. His Government expected him, he said, to ally himself with and to support any just project in recognition of the present advanced and intelligent status of Japan, which promised harmonious and successful results, and which, like the one now substituted, might be considered as an original proposition submitted by the Japanese Government. Mr. Hubbard was glad, therefore, that the Japanese Representatives in this Conference had formally accepted the proposals made by the Delegates of Great Britain and Germany.

He concluded by associating himself with the reservations made by his Honorable Colleague the Delegate of France.

Mr. Neyt said that he had listened with the greatest satisfaction to the communication which the Delegates of Great Britain and Germany had made to the Conference. The system which they proposed had always appeared to him to be the only one which could lead to a logical solution of so complicated a problem as that of the change of jurisdiction. He had formulated this opinion on several occasions since the commencement of *pour-parlers* in June of last year, as many members of the Conference could testify. But he pointed out that in thus expressing himself he merely put forward his personal views. His instructions related only to the Memorandum of 1884, and he was therefore obliged to reserve his formal acceptance until he had referred the matter to his Govern-

reçu de lui de nouvelles instructions.

M. Sienkiewicz fait observer que la Conférence s'est réunie pour discuter les bases fixées par le Mémoire de 1884. Aujourd'hui le Gouvernement japonais s'écarte de ce Mémoire et lui substitue, dans une question de premier ordre, une proposition nouvelle. La situation se trouve radicalement modifiée: ce n'est plus une convention que la Conférence a à préparer; il s'agit d'un traité, et d'un traité politique d'une importance capitale. Or, les pouvoirs dont le Délégué de France est muni ne l'autorisant à discuter que les propositions contenues dans le Mémoire de 1884, il lui est absolument indispensable d'obtenir des instructions nouvelles avant de se prononcer d'une manière quelconque sur le projet qui vient d'être proposé.

M. Neyt désire savoir s'il doit considérer les propositions des Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne comme étant formellement adoptées par le Gouvernement japonais.

M. Sienkiewicz estime que le projet présenté par les deux Délégués de Grande-Bretagne et d'Allemagne ne peut être discuté par la Conférence qu'à condition d'avoir été au préalable officiellement adopté par le Gouvernement japonais. Ce projet, émanant des deux Gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, aurait pu être proposé aux autres Gouvernements soit par les Cabinets de Londres et de Berlin, soit par le Gouvernement japonais. — Le premier mode n'ayant pas été employé, il faut que le Gouvernement japonais accepte le projet comme sien et le présente pour tel. Dès lors, il deviendra un projet purement japonais, constituant une base fixe. Il faut encore que le Gouvernement japonais retire son projet de réforme judiciaire actuel.

Le Comte Zaluzki, répondant à une question direct du Délégué de Belgique, et afin d'écartier toute fausse interprétation de ses propres paroles, constate que, n'ayant pas été initié aux pourparlers entre les Représentants de Grande-Bretagne et d'Allemagne au sujet du projet de Convention judiciaire, il en avait accepté les idées générales, non pas à la suite d'instructions spéciales reçues de son Gouvernement, mais simplement sur la base de ses instructions anciennes et de ses pleins pouvoirs.

ment, and had received from them fresh instructions.

Mr. Sienkiewicz observed that the Conference had met to discuss the basis fixed by the Memorandum of 1884. To day the Japanese Government separated themselves from this Memorandum, and substituted for it, in a question of the first importance, a new proposition. The situation was thus radically altered; it was no longer a Convention which the Conference had to frame, but a Treaty, a political Treaty of the highest importance. The Powers of the Delegate of France authorizing him only to discuss proposals contained in the Memorandum of 1884, it was absolutely indispensable for him to obtain fresh instructions before committing himself in any way to an opinion on the proposals which had been submitted.

Mr. Neyt wished to know if he ought to consider the proposals of the Delegates of Great Britain and Germany as being adopted formally by the Japanese Government.

Mr. Sienkiewicz was of opinion that the proposals presented by the Delegates of Great Britain and Germany could not be discussed by the Conference, unless they had been previously officially adopted by the Japanese Government. This project, emanating as it did from the Governments of Great Britain and Germany, could have been brought to the attention of the other Governments either by the Cabinets of London and Berlin, or by the Japanese Government. The first method not having been employed, the Japanese Government ought to adopt the proposition as its own, and present it as such. It would then become a purely Japanese project, constituting a fixed basis. It was necessary also for the Japanese Government to withdraw its present proposals relating to jurisdictional revision.

Count Zaluzki, in reply to a question addressed to him by the Delegate of Belgium, and with the view of preventing any incorrect interpretation of his own remarks, stated that not having been included in the *pour-parlers* which had passed between the Representatives of Great Britain and Germany on the subject of the Draft Jurisdictional Convention, he had accepted the general plan of their proposals, not because of special instructions received or solicited by him from his Government, but simply

M. Hubbard dit que les propositions des Délégués de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, si elles sont adoptées par le Gouvernement japonais, se trouveront par le fait substituées aux propositions primitives de ce Gouvernement touchant la juridiction. Il se trouvera par suite, de même que ses collègues, dans la nécessité de faire connaître à son Gouvernement, ainsi qu'il l'a déjà annoncé, le parti auquel s'arrêtera la Conférence, mais il ne voit pas d'inconvénient à ce que la Conférence discute dès à présent ces propositions nouvelles.

Le comte Zaluzki n'a aucune objection à ce que, conformément à la proposition du Délégué de France, l'examen du nouveau projet de convention judiciaire soit remis à quinzaine, mais il désire que la discussion des matières commerciales n'en soit pas interrompue pour cela.

M. Sienkiewicz insiste pour la remise à quinzaine. La plupart des Délégués présents connaissent ce projet de longue main et se trouvent par conséquent prêts à le discuter séance tenante. Mais le Délégué de France n'a eu connaissance de ce document que la veille au soir, par une lecture rapide que Sir Francis Plunkett a bien voulu lui en donner. Il n'a donc que des idées très-vagues sur l'ensemble du projet, et il lui faut un certain temps pour se rendre compte de sa portée réelle. Au reste, en réclamant la remise de la discussion, M. Sienkiewicz ne fait que se conformer à une règle posée par la Conférence elle-même.

Sir Francis Plunkett est d'avis que la proposition faite par le Délégué de France et tendant à ce que la conférence s'ajourne à quinze jours, soit adoptée. Il croit remarquer, en effet, que le vœu général est en faveur d'un délai qui permette d'étudier le projet soumis à la Conférence par son collègue d'Allemagne et par lui-même. — Il émet l'avis que le projet de Convention judiciaire soit imprimé à part du protocole et communiqué à chacun des Délégués le plus promptement qu'il sera possible.

Le Président déclare qu'il est également partisan du renvoi à quinzaine de la discussion de ces nouvelles propositions. Toutefois, il est d'avis que la discussion des questions commerciales ne doit pas être interrompue.

on the basis of his previous instructions and full powers.

Mr. Hubbard said that the proposals of the Delegates of Great Britain and Germany, if adopted by the Japanese Government, would take the place of their previous proposals in regard to jurisdiction. It would be necessary for him, like his Colleagues, to refer, as heretofore announced, the final action of this Conference to his Government, but he thought that a preliminary discussion was not undesirable.

Count Zaluzki had no objection to postponing the consideration of the new Draft Convention, for fifteen days, in accordance with the suggestion made by the Delegate of France, but he was anxious that the discussion of commercial matters should not be interrupted.

Mr. Sienkiewicz insisted upon a postponement of the discussion for fifteen days. Most of the Delegates present had been acquainted with this project for some time previously, and were, therefore prepared to discuss it forthwith. The Delegate of France, however, had no knowledge of this document until the previous evening, when Sir Francis Plunkett had kindly read it to him hurriedly. He had therefore only a very vague idea of the whole project, and he required a certain time to enable him to understand the real bearing of it. Moreover, in demanding the postponement of the discussion, Mr. Sienkiewicz was only acting in accordance with a rule laid down by the Conference itself.

Sir Francis Plunkett was of opinion that the proposal of the Delegate of France that the Conference should adjourn for fifteen days should be adopted. It appeared to him that there was a general desire for time to study the proposals submitted to the Conference by his German Colleague and himself. He suggested that the Draft Jurisdictional Convention might be printed in a form distinct from the Protocol, and communicated to each Delegate with as little delay as possible.

The President stated that he was also in favor of the postponement of discussion on the new proposals for fifteen days. He thought, however, that the discussion on commercial matters need not be interrupted.

M. Sienkiewicz fait valoir de nouveau la nécessité d'étudier un projet tout nouveau pour lui.

M. Neyt réitère sa demande sur le point de savoir si le texte des propositions qui viennent d'être soumises à la Conférence est officiel et définitif, ou s'il doit subir des modifications. Des éclaircissements sur ce point lui sont indispensables pour qu'il puisse en référer à son Gouvernement.

Le Président répond que ces propositions étant acceptées devenaient officielles.

M. Sienkiewicz insiste sur ce point que le Gouvernement japonais doit communiquer aux Délégués le texte de la proposition. Il leur avait communiqué, il y a six semaines, un texte officiel destiné à servir de base aux discussions. La proposition que l'on met en avant aujourd'hui se trouvant substituée à la proposition primitive, il importe que le Gouvernement japonais prenne l'initiative de communiquer ce texte nouveau comme il avait communiqué le premier.

Après une discussion générale sur ce point, la séance est suspendue pendant un quart d'heure.

A la reprise de la séance, le Président déclare, au nom du Gouvernement japonais, adopter le projet de Convention judiciaire soumis à la Conférence par les Délégués de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne aux lieux et places des articles relatifs à la juridiction qui figurent dans le projet de Convention révisée primitivement présenté, et il retire en conséquence toute la partie des propositions japonaises relative à la juridiction. Les propositions nouvelles seront imprimées et distribuées dans trois jours aux Délégués.

M. de Martino propose que la Conférence continue, dans l'ordre de discussion originairement établi, l'examen des questions restées pendantes depuis la dernière séance.

Cette proposition est adoptée.

M. Sienkiewicz rappelle à ce sujet que lors de la dernière séance trois questions étaient demeurées en suspens.

La première de ces questions portait sur la formation d'un comité consultatif de négoc-

ants. -- Le Délégué de France avait lui-même proposé la formation de ce comité, par la raison qu'un comité analogue avait existé et fonctionné en 1882. Mais la Commission ayant trouvé des inconvénients à la création d'un pareil comité, il ne croit pas devoir insister sur ce point; ce qui importe, c'est que tous les négociants étrangers désignés par les Délégués soient également consultés. Quant aux voies et moyens, c'est à la Commission d'en décider.

Mr. Neyt again desired to know whether the texts of the proposals submitted to the Conference were official and definite, or whether they were liable to modification. Information on this point was essential for his guidance in communicating with his Government.

The President said that these proposals, when once accepted, became official.

Mr. Sienkiewicz adhered to the opinion that the Japanese Government were bound to communicate to the Delegates the texts of the proposals. They had already communicated, to the members of the Conference some six weeks before an official text intended to serve as a basis for discussion. The proposal put forward to-day having been substituted for the original proposal, it was necessary that the Japanese Government should take the initiative, and communicate this new text as they had done in the case of the first.

After a general discussion upon this point, the sitting was suspended for fifteen minutes.

When the Conference reassembled, the President declared that, on behalf of the Japanese Government, he adopted the Draft Jurisdictional Convention submitted to the Conference by the Delegates of Great Britain and Germany in place of the Jurisdictional Articles of the Draft Revised Convention previously submitted; and he accordingly withdrew those portions of the Japanese proposals which related to jurisdiction. The new proposals would be printed and furnished to the Delegates in three days.

Mr. de Martino proposed that the Conference should proceed, in the order of discussion previously agreed to, with the consideration of those points which at the previous meeting had been left over for discussion.

This proposal was adopted.

Mr. Sienkiewicz observed with reference to this subject, that at the previous meeting of the Conference three questions had been left unsettled.

The first of these related to the formation of a Consulting Committee of merchants. The

Delegate of France had himself proposed the appointment of this Committee for the reason that a similar Committee had existed and carried on certain work in 1882. But the Tariff Committee having found that certain inconveniences would result from the creation of such a Committee, he did not think it was necessary to insist upon this point. What was important was that all the foreign merchants designated for consultation by the Delegates should be consulted equally. With regard to the procedure to be followed, this was a matter for the Committee to decide.

The second question was to determine in what way, and to what extent, the import tariff should be communicated to the merchants. If, however, Mr. Sienkiewicz had properly understood the purport of the discussion which had taken place upon this point, it would seem that this tariff had already been known for four years. It could, therefore, be considered as an established fact that certain merchants were already acquainted with the tariff project. Mr. Sienkiewicz, moreover, doubted much whether the divulgence of the tariff, even if complete, could give rise to the speculations which there seemed to be so strong a desire to prevent. Merchants were not so imprudent as to expose themselves to the risks which might result from making important purchases far in advance, more especially when the date at which the new tariff would come into operation was still undecided. The period of six months, which would probably be granted between the notification of the tariff and its coming into operation, would be quite sufficient to safeguard the interests of all.

The Japanese Government were, it was true, for important reasons averse to any publicity being given to the tariff, but it was easy to conciliate all interests by establishing a distinction between official publication and semi-official and confidential communications. Mr. Sienkiewicz accordingly proposed that the text of the tariff should be communicated, under every desirable guarantee, to the merchants who were designated for consultation by the Delegates.

The third question reduced itself to this—was the Committee to be a closed or an open Committee? This Committee, originally charged with the study of the tariff only, had changed its character by the fact that the regulations

règlements relatifs au commerce lui ont été renvoyés. Ces règlements sont d'une importance considérable. Nonseulement ils constituent comme l'essence de la partie commerciale de la Convention, mais ils appliquent même une série de pénalités. Dans ces conditions, le Délégué de France est d'avis que chacun des Délégués ait la faculté d'assister, s'il le juge à propos, aux séances de la Commission, avec voix délibérative.

Le Président fait observer que la première question mentionnée par le Délégué de France a déjà, à ce qu'il lui semble, été résolue par la Conférence.

Quant à la seconde question, il pense qu'elle pourrait être résolue, en conformité avec les vues de M. Sienkiewicz, par la communication du tarif à titre confidentiel, et sans que ce document soit livré à la publicité.

La plupart des Délégués déclarent être d'accord sur ces deux points.

M. de Martino déclare ne pas insister sur les objections qu'il a formulées à la dernière séance, et se ranger à l'avis de la majorité, d'autant plus que les Délégués du Japon ont retiré leur opposition.

Sir Francis Plunkett estime que le troisième point soulevé par le Délégué de France, c'est-à-dire la question de savoir si tous les Délégués doivent être admis à assister avec voix délibérative aux séances de la Commission, est fort important. En ce qui le concerne, il est d'avis que si, dans la pensée de la Conférence, les Règlements commerciaux sont d'un caractère trop grave pour qu'ils puissent être confiés à la Commission du tarif, ces Règlements doivent être réservés pour être discutés par la Conférence réunie en Commission générale; mais si la Conférence décide d'en laisser l'examen au soin de la Commission, celle-ci ne saurait accepter une semblable tâche qu'à la condition formelle que les observations qui pourront lui être communiquées par les Délégués lui seront transmises par écrit et non faites verbalement devant la Commission elle-même. Si chacun des Délégués était libre d'assister aux séances de la Commission suivant son bon plaisir, la composition de la Commission varierait tous les jours, et l'œuvre dont elle est chargée aurait à en souffrir sérieusement.

concerning commercial matters had also been handed over to it. These regulations were of an important nature. Not only did they constitute the essence, as it were, of the commercial portion of the Convention, but they applied a series of penalties. Under these circumstances, the Delegate of France was of opinion that each of the Delegates should have the right to take part, if he thought fit, in the sittings of the Committee with a deliberative voice.

The President observed that the first point referred to by the Delegate of France had, he understood, been already decided by the Conference.

With regard to the second point, he thought it might be settled, in accordance with the suggestion of the Delegate of France, by the tariff being communicated confidentially, but not being published.

The majority of the Delegates declared their concurrence in regard to these two points.

Mr. de Martino stated that he would not insist upon the objections which he had formulated at the last meeting and that he would accept the view of the majority, more especially since the Delegates of Japan had withdrawn their opposition.

Sir Francis Plunkett said that the third point raised by the Delegate of France was one of much importance, the question, namely, whether all the Delegates to the Conference should be allowed to have a deliberative voice in the discussions of the Tariff Committee. For his part he was of opinion that if the Conference thought that the Trade Regulations were of too important a nature to admit of their being dealt with by the Tariff Committee, these Regulations should be reserved for discussion in a general Committee of the Conference;—if, however, the Conference decided to leave them to the consideration of the Tariff Committee, in that case the Committee could only accept this duty on the understanding that the suggestions which might be communicated to it by any Delegate should be made in writing, and not verbally in the Committee itself. If each Delegate were to be free to attend the sittings of the Committee whenever he thought fit, the composition of the Committee would vary from day to day, and the work entrusted to it would be seriously impeded.

M. Sienkiewicz ne croit pas au danger résultant d'un changement dans les membres qui prendraient part aux délibérations de la Commission.

D'un autre côté, l'objection tirée de ce fait que les travaux de la Commission devront être soumis à l'appréciation de la Conférence est plus sérieuse en apparence qu'en réalité. D'une manière générale, quand une Commission a achevé l'œuvre en vue de laquelle elle avait été nommée, il est bien difficile que l'assemblée qui l'avait instituée revienne sur ce qui a été décidé par celle-ci. Or, les Règlements commerciaux renvoyés à la Commission décident de questions tout aussi graves, sinon plus graves même que celles qui sont traitées dans la Convention. Il serait donc nécessaire que chacun des Délégués pût exprimer en temps utile son avis sur ces points spéciaux.

Le Délégué de France rappelle qu'à la Conférence de Berlin concernant les affaires du Congo une proposition analogue à celle qu'il vient de formuler ayant été faite par Sir Edward Malet, avait été adoptée à l'unanimité. Il ajoute que la Conférence pourrait aussi de transformer en Commission et débattre les questions à l'étude sans qu'il soit rédigé de procès-verbaux des discussions.

Le Comte Zaluski fait les objections suivantes aux idées exprimées par M. Sienkiewicz.

"Je regrette de ne pouvoir me ranger à l'avis de mon honorable collègue le Délégué de France, en ce qui concerne l'admission successive de chacun des Délégués au sein de la Commission élue par la Conférence. Lorsque, sur une proposition dans laquelle je m'étais rencontré avec le second Délégué d'Allemagne, la Commission du tarif fut constituée, la tâche et les attributions de cette Commission furent exactement définies dans la même séance. Quand, plus tard, par suite d'une motion du Délégué de France, la Commission se chargea, non pas, comme avait paru le désirer M. Sienkiewicz, de l'examen de tous les Règlements préparés par le Gouvernement japonais, mais seulement de trois d'entre eux appartenant au strict domaine des matières commerciales, la Commission se déclara toute prête à accueillir nos observations rédigées par écrit, et à nous soumettre un rapport sur les résul-

Mr. Sienkiewicz did not think that any inconvenience would result from changes in the members who would take part in the deliberations of the Committee.

Moreover, the argument drawn from the fact that the labours of the Committee would have to be submitted for consideration to the Conference was more serious in appearance than in reality. Speaking generally, when a Committee had completed the work for which it had been appointed, it was very difficult for the assembly which had nominated it to reconsider what had been decided on its behalf. The commercial regulations which had been handed over to the Committee disposed of questions quite as important, if not more so, than those treated in the Convention; and it was, therefore, necessary that each Delegate should be able to give his opinion at the proper time on these special points.

The Delegate of France called attention to the fact that at the Berlin Conference concerning the affairs of the Congo a proposition similar to that which he had formulated had been made by Sir Edward Malet; and had been adopted unanimously. He added that the Conference could also transform itself into a Committee, and deliberate upon the questions to be considered without a *procès-verbal* being made of the discussions.

Count Zaluski made the following objections to the views expressed by Mr. Sienkiewicz:—

"I regret that I am unable to agree with my Honorable Colleague with regard to the admission of the Delegates to the deliberations of the Committee chosen by the Conference. When, upon a proposal on which I concurred with the Second Delegate for Germany, the Tariff Committee was constituted, the work of that Committee and its functions were precisely defined. When subsequently, in consequence of a proposal made by the Delegate of France, the Committee undertook the examination, not, as Mr. Sienkiewicz appeared to wish, of all the regulations framed by the Japanese Government, but of the three amongst them which belonged strictly to the domain of commercial matters, the Committee expressed its readiness to receive our observations in writing, and to submit to us a report of the result of its labours. We shall be able, therefore, to control those results, and to in-

“ tats de ses travaux. Nous pourrions donc “ contrôler ces travaux et y apporter tels “ amendements que nous jugerions utiles ou “ nécessaires.

“ Je ne saurais, par conséquent, approuver “ l'idée de modifier la nature ou la composition “ de notre Commission. Il me semble même “ que toute innovation dans ce sens pour- “ rait décourager les membres actuels de la “ Commission, ou tout au moins entraver leurs “ travaux et les prolonger outre mesure. D'ail- “ leurs, je ne crois pas que nous puissions revenir “ sur une décision prise d'un commun accord et “ j'y verrais, en tout état de cause, de graves “ inconvénients.

“ Ne chargeons donc rien à ce qui a été fait, “ et bien fait, par nous, et laissons la Commis- “ sion dans les conditions voulues pour continuer “ et mener à bonne fin son œuvre déjà si labo- “ rieuse.”

M. Sienkiewicz répond qu'il est vrai qu'il a proposé le renvoi de tous les documents commerciaux à la Commission; mais il a eu soin, en même temps, de réclamer pour tous les Délégués le droit d'assister aux séances avec voix délibérative.

Sir Francis Plunkett dit qu'il vient de consulter ses collègues de la commission, et il doit déclarer qu'ils sont tous d'accord pour n'accepter la tâche qui leur est confiée qu'à la condition qu'il a déjà fait connaître, à savoir que les membres de la Commission du tarif auront seuls le droit de prendre part aux séances et que toutes les observations que les Délégués voudront présenter à la Commission devront être faites par écrit.

Le Délégué de la Grande-Bretagne ajoute que, tout bien considéré, il faut que la Conférence se décide pour l'un de ces deux partis: ou qu'elle laisse la Commission libre de remplir la tâche qui lui est confiée, de la manière qui lui paraîtra la plus convenable, ou que les Délégués se chargent eux-mêmes de cette tâche, la Conférence siégeant comme commission.

M. Neyt pense que la Commission doit être laissée libre de délibérer d'une manière indépendante, le résultat de ses délibérations devant naturellement être soumis à la Conférence sous la forme d'un rapport. Il partage donc les

“ introduce such amendments as we may consider “ useful or necessary.

“ I cannot, therefore, approve the idea of “ modifying the nature or the constitution of “ our Committee. It appears to me that any “ innovation of this kind might discourage the “ present members of the Committee, or at least “ interfere with their labors and prolong them “ indefinitely. Besides I do not think that we “ can reconsider a decision made by common “ consent, and I should anticipate in any case “ grave inconveniences from such a course.

“ Let us then, therefore, change nothing “ which has been done, and well done, by us, “ and let us allow the Committee to remain in “ the condition necessary for continuing and “ concluding its work, which is already so “ laborious.”

Mr. Sienkiewicz replied that it was true that he had proposed that all the documents relating to commercial matters should be handed over to the Committee, but he had been careful at the same time to demand for all the Delegates the right of taking part in the sittings of the Committee with a deliberative voice.

Sir Francis Plunkett stated that having just consulted with his Colleagues on the Tariff Committee, he could now say that they were all agreed that they would accept the work entrusted to them only on the condition to which he had already referred, namely that only the members of the Tariff Committee should have the right of assisting at their meetings, and that such suggestions as any Delegate might wish to make to the Committee should be made in writing.

The Delegate of Great Britain added that reflection had convinced him that the Conference must make up its mind to do one of two things. Either the Conference must leave the Committee free to do the work entrusted to it in the manner it thought best, or the Delegates must undertake that work themselves in a Committee of the whole Conference.

Mr. Neyt thought that the Committee should be left free to conduct their deliberations independently:—the result of those deliberations would of course be reported to the Conference. He therefore concurred in the views expressed

views exprimées par le Délégué de la Grande-Bretagne en sa qualité de Président de la Commission.

M. Sienkiewicz remarque qu'il ne s'agit pas seulement d'examiner les règlements au point de vue général: il importe aussi de tenir compte des intérêts particuliers de chaque pays, intérêts qui, dans bien des cas, peuvent être en opposition les uns avec les autres. Or, c'est précisément afin que ces intérêts particuliers soient sauvegardés qu'il faudrait que chaque Délégué pût veiller en personne à ceux qui lui sont confiés.

Sir Francis Plunkett dit que la Commission avait consenti à se charger de la tâche qui lui a été confiée sous l'entente qu'elle soumettrait à la Conférence un rapport exposant les résultats de ses travaux.

Le Président déclare qu'il approuve entièrement le système proposé par Sir Francis Plunkett, et d'après lequel la Commission devra recevoir les observations écrites des Délégués et soumettre à la Conférence les résultats de ses travaux. Tout autre système, à son avis, aurait pour effet d'entraver la Commission, et reviendrait presque au même que si les discussions avaient lieu en pleine Conférence. La tâche que les Délégués ont encore devant eux est considérable, et il y aura lieu sans doute de constituer plusieurs autres commissions. Il importe donc que la Commission actuelle puisse accomplir son œuvre le plus rapidement possible.

M. Sienkiewicz répète qu'il ne s'agit pas ici d'une question de personnes, mais bien d'une question de devoir à remplir. Chacun des Délégués doit avoir le droit de remplir son mandat, si ce mandat lui enjoint de veiller personnellement et directement sur les intérêts dont il a charge.

M. Hubbard fait observer que la Commission devra, dans tous les cas, soumettre à la Conférence le résultat de ses travaux. Si le rapport ne rencontre pas son approbation, il appartiendra évidemment aux Délégués soit de donner leurs instructions à la Commission, soit de compléter eux-mêmes le travail en Commission plénière.

Le Président dit qu'il apprécie entièrement les vues exprimées par le Délégué de France. Il estime toutefois qu'aucun inconvénient ne saurait résulter dans la pratique du système que l'on propose que les Délégués adoptent pour communiquer leurs observations à la Commission.

by the Delegate of Great Britain as Chairman of the Committee.

Mr. Sienkiewicz remarked that it was not merely a question of examining the regulations from a general point of view:—it was also necessary to take into consideration the particular interests of each country, which might in many cases be antagonistic. It was precisely in order to safeguard these individual interests, that it was necessary for each Delegate to personally watch over the interests confided to his charge.

Sir Francis Plunkett said that the Committee had accepted the work entrusted to it on the understanding that it should report to the Conference the results of its labors.

The President observed that he quite approved of the course proposed by Sir Francis Plunkett, namely that the Committee should receive suggestions in writing, and should submit the results of their labors to the Conference. The adoption of any other plan, he thought, would hamper the work of the Committee, and would differ little from the discussion of the questions concerned in full Conference. Much work still lay before the Delegates and several other Committees would have to be formed; it was therefore important that the work of the present Committee should be expedited as far as possible.

Mr. Sienkiewicz again observed that the question was not a personal one, but a question of duties to be fulfilled. Each of the Delegates, if commissioned to watch personally and directly over the interests in his charge, must have the right of executing that commission.

Mr. Hubbard observed that the Committee would in any case submit the results of their labors to the Conference. If the report was not approved by this Body, then of course it was the duty of the Delegates, either to instruct the Committee, or, as in a “Committee of the whole House”, to complete the work themselves.

The President said that he fully appreciated the views communicated by the Delegate of France. He was of opinion, however, that practically no inconvenience would result from the course which it was proposed that the Delegates should adopt in communicating their

Le Président ajoute qu'il serait nécessaire que la Conférence se prononçât sur la question.

La grande majorité des Délégués se rallie à la proposition du Délégué de la Grande-Bretagne.

M. Sienkiewicz déclare qu'en présence des dispositions de la Conférence, dispositions si manifestement hostiles à sa proposition, il ne croit pas devoir insister davantage; mais, tout en cédant à la majorité, il fait toutes ses réserves pour l'avenir. Ces réserves, dont la Conférence voudra bien lui donner acte, tendent spécialement à donner plus de poids aux observations qu'il pourra être amené à formuler lorsque la Commission présentera son rapport.

Le Président propose que, conformément à une proposition déjà acceptée, la Conférence s'ajourne au mardi 29 juin, à deux heures de l'après-midi.

Cette proposition est adoptée et la séance est levée à quatre heures et demie.

Signé :

SIENKIEWICZ.  
R. DE MARTINO.  
G. NEYT.  
HOLLEBEN.  
ZAPPE.  
J. DELAVAT.  
SPEYER.  
A. WOLFF.

suggestions to the Committee.

The President added that it was desirable that the point under discussion should be settled.

The great majority of the Delegates expressed their concurrence in the proposition made by the Delegate of Great Britain.

Mr. Sienkiewicz stated that in view of the fact that the feeling of the Conference was so manifestly opposed to his proposition, he did not feel bound to insist upon it any further;— while giving way, however, to the majority, he made all reservations for the future. These reservations, of which he begged that the Conference would take formal note, were intended specially to give more weight to the observations which he might have to make when the Committee presented its report.

The President proposed that, in accordance with the proposition previously agreed to, the Conference should adjourn until Tuesday the 29th of June at 2 o'clock in the afternoon.

This proposal was adopted, and the meeting terminated at half past 4 o'clock.

Signed :

INOUE KAORU.  
AOKI.  
ZALUSKI.  
F. R. PLUNKETT.  
RICHARD B. HUBBARD.  
J. J. VAN DER POT.  
J. LOUREIRO.

PROJET DE CONVENTION.

DRAFT CONVENTION.

Certifié conforme à l'original :

Certified to be a correct copy :

SAITO SHUICHIRO.  
BARON DE SIEBOLD.  
D. W. STEVENS.  
JOHN H. GUBBINS.  
P. DE LUCY-FOSSARIEU.